

Rendez vous salarial du 16 octobre. Circulez y'a rien à voir !

En ouverture de ce rendez-vous salarial présidé par le Ministre Gérard Darmanin, les 9 fédérations de la Fonction Publique ont fait une déclaration unitaire rappelant la dégradation du pouvoir d'achat subie par les agents depuis des années.

Et ont souligné, d'une seule voix, la forte mobilisation des agents publics le 10 octobre.

Les annonces du Ministre ont été :

- Confirmation du gel du point d'indice pour 2018,
- Rétablissement du jour de carence,
- Décalage d'un an du calendrier de la mise en œuvre de PPCR,
- Compensation de la CSG :
Le mécanisme de compensation présente toujours des imprécisions. La CES est supprimée. Réactualisation de l'indemnité pérenne en 2018 et 2019. Les futurs agents entrant après le 1er janvier 2018, bénéficieront de la mesure. Les temps partiels seront pris en compte.
- La GIPA sera mise en œuvre au titre de 2017 avant la fin de l'année,
- Discussions sur le remboursement des frais de déplacement (fin 2017) et sur la prévoyance (début 2018),
- Confirmation que le débat officiel sur la réforme des retraites débute l'année prochaine.

- S'agissant de la question salariale, le ministre envisage une discussion autour de la notion de mérite en lieu et place de mesures générales.

Pour Solidaires, le Ministre n'a pas entendu la mobilisation des personnels et ses annonces sont loin de répondre aux attentes légitimes des agent-e-s.

Ces annonces sont la conséquence d'une politique budgétaire et fiscale qui avantage riches particuliers et grandes entreprises.

En bout de course, les fonctionnaires notamment doivent se serrer la ceinture et continuent de voir leur pouvoir d'achat dégringoler. Une des preuves en est la nécessaire Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA).

Le report du calendrier PPCR, lui, floue les agent-e-s. Ce scénario avait été dénoncé par Solidaires. C'était une des raisons de notre non signature.

Pour Solidaires, le rétablissement du jour de carence est injuste et l'économie budgétaire réalisée est dérisoire et crée une inégalité par rapport au privé.

Que le ministre affiche l'idée que sa compensation soit renvoyée aux compléments santé est totalement inacceptable.

Et ce ne sont pas les chantiers, bien que nécessaires, qui vont être ouverts tel celui sur les frais de missions qui permettent de se satisfaire de ce pseudo rendez-vous salarial dont on attendait mieux.

Par ailleurs, Solidaires reste particulièrement vigilant et a réaffirmé son attachement à l'unicité de la fonction publique.

Solidaires considère au vu de ce rendez-vous raté que la mobilisation engagée le 10 octobre mérite d'être poursuivie.

Solidaires Fonction Publique revendique

- **le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, par l'attribution a minima d'un nombre de points d'indice uniforme pour toutes et tous (60 points)**
- **le dégel du point d'indice, valeur de référence du pouvoir d'achat des fonctionnaires**
- **la refonte des carrières permettant la linéarité de la carrière et pour une véritable reconnaissance des qualifications**
- **l'intégration d'une large partie des primes dans le traitement**
- **l'égalité salariale femmes/hommes**
- **la réduction des écarts de rémunération entre les 3 versants de la fonction**